

<p style="text-align: center;">CONDITIONS DE VENTE DOMETIC SAS Applicables à toute commande à compter du 01/01/2025</p>

GENERALITES

A défaut d'accord exprès écrit entre les parties sur des conditions particulières, toute commande vaut acceptation pleine et entière des présentes conditions de vente. La SOCIETE se réserve le droit d'apporter toutes modifications de présentation, de forme, de dimensions, de conception ou matière à ses appareils dont les reproductions et les descriptions figurent sur ses documents.

La SOCIETE n'est liée par les engagements qui pourraient être pris par ses représentants ou employés que sous réserve de confirmation écrite, par elle-même, des dits engagements. Le contrat de vente, même en cas de devis ou d'offre préalable, n'est parfait que sous réserve d'acceptation expresse par la SOCIETE de la commande du client. Les fournitures additionnelles à la commande feront l'objet d'un nouveau contrat de vente mentionnant les prix, conditions, délais etc., qui les concernent.

TARIF

Le prix tarif s'entend HT (pour un montant minimum net commandé à livrer (hors livraison déportée) en une seule fois et en un seul lieu de 1500 euros HT. La SOCIETE facturera pour les ventes franco les frais de livraison précisés à l'article « Livraison – transport » dans le cas d'une commande inférieure à 1 500 euros HT, de commande déportée quel que soit le montant de la commande, ou de mode exceptionnel de livraison sollicité par le client.

En cas d'augmentation du coût des matières premières, la SOCIETE se réserve le droit de modifier son tarif en respectant un préavis de 60 jours.

LIVRAISON-TRANSPORT

La livraison est effectuée, soit par la remise directe des marchandises au client, soit par simple avis de mise à disposition, soit par la délivrance dans les usines, magasins ou entrepôts de la SOCIETE à un expéditeur ou transporteur.

En cas de vente franco, la SOCIETE facturera au client les frais de livraison sur la base d'un montant forfaitaire selon les modalités définies ci-après :

- pour les commandes livrables en un seul lieu et en une seule fois inférieures à 1500€HT : 30€HT.
- pour les commandes livrables à une adresse de livraison déportée chez un tiers professionnel : 80€HT, tiers particulier : 200€HT. Dans ce cas, le montant forfaitaire de 30€ HT ci-dessus ne sera pas appliqué en sus.
- pour toute demande de livraison par un mode de transport exceptionnel (ex : Livraisons Express) : les frais de livraison seront calculés par la SOCIETE et précisés au sein du devis ou de l'offre préalable pour accord du client.

Pour l'organisation professionnelle HoReCa, pour les commandes livrables en un seul lieu et une seule fois, la SOCIETE facturera au client des frais de livraison sur la base de :

- 2% du montant de la commande HT avec un minimum de 30€HT

Les marchandises voyagent aux risques et périls du client, même en cas de retour ou d'envoi effectué franco de port ou contre remboursement.

La SOCIETE ne peut être tenue responsable des dommages survenus en cours de transport ou de déchargement. En conséquence, il appartient au client de procéder à la vérification quantitative et qualitative du matériel à sa réception.

Les réserves motivées précisant le type de dommage, son emplacement et son importance doivent être faites sur le récépissé du transporteur et confirmées à celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception dans les TROIS JOURS, non compris les jours fériés, suivant la réception (article L.133-3 du Code de Commerce). Ces précautions permettent au transporteur, seul responsable, d'entreprendre une action auprès de son assurance. Lorsque, conformément aux usages du commerce, la SOCIETE procède à des opérations accessoires de transport telles que chargement, bâchage, arrimage, souscription de police d'assurance, formalités douanières, etc. elle n'agit qu'en qualité de mandataire du destinataire qui conserve à sa charge, les frais, risques et périls de ces opérations.

DELAIS DE LIVRAISON

Les délais de livraison sont convenus entre les parties. Tout retard de plus de trente (30) jours calendaires suivant la date de livraison convenue donne droit au client d'annuler la commande.

Si la livraison est retardée sur demande du client ou pour une cause quelconque indépendante de la volonté de la SOCIETE, et si la SOCIETE y consent, le matériel est emmagasiné et manutentionné, s'il y a lieu, aux frais et risques du client, la SOCIETE déclinant toutes responsabilités consécutives à ce retard.

Ces dispositions ne modifient en rien les obligations de paiement de la fourniture et ne constituent pas une novation.

La SOCIETE ne peut être tenue responsable d'un retard de livraison :

- Dans le cas où les conditions de paiement n'auraient pas été observées par le client.
- Dans le cas où les renseignements à fournir par le client ne seraient pas parvenus en temps voulu.
- En cas de force majeure telle que définie par l'article L.1218 du Code civil et la jurisprudence française ou de manière conventionnelle d'événements tels que « lock-out », grève, épidémie, pandémie, guerre, réquisition, incendie, inondations, accidents d'outillage, rebut de pièces importantes en cours de fabrication, interruption ou retard dans les transports ou toute autre cause amenant un chômage total ou partiel pour la SOCIETE ou ses fournisseurs, survenance d'un risque environnemental empêchant la circulation, l'exportation et/ou l'approvisionnement en matières premières et produits finis ou semi-finis, faits du prince et notamment mesures nationales d'interdictions de circulation, d'exportation et/ou d'approvisionnement en matières premières, produits finis et/ou produits semi-finis. La SOCIETE dans toute la mesure de ses moyens, tiendra le client au courant, en temps opportun, des cas ou des événements ci-dessus énumérés.

RESERVE DE PROPRIETE

Le matériel livré reste l'entière propriété de la SOCIETE jusqu'au complet paiement du prix facturé et de toute somme due en application du paragraphe « PAIEMENT » ci-dessous.

De convention expresse, le matériel voyage aux risques et périls du client et ce dernier, en tant que gardien de la chose, est responsable de tous les dommages ou pertes survenant après la livraison. En outre, le client pourra vendre ce matériel pour le compte de la SOCIETE avant ledit paiement.

Il conservera alors, sur les sommes reçues, la part revenant à la SOCIETE avec la possibilité toutefois de ne la lui reverser qu'au jour prévu d'échéance.

La SOCIETE pourra également revendiquer entre les mains des sous-acquéreurs le prix ou la partie du prix des matériels vendus avec clause de réserve de propriété qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le client et ses sous-acquéreurs. Pour l'exercice de ce droit, le client s'engage à fournir à la SOCIETE sans délai et à la première demande tous les renseignements ou documents utiles concernant ses sous-acquéreurs (identité, matériel vendu, état des ventes, mode et délais de paiement, factures, journal de ventes etc.).

PAIEMENT

Toute facture de la SOCIETE est réglée dans un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture. Néanmoins, la SOCIETE peut solliciter, au sein du devis ou de l'offre préalable, d'autres modalités de paiement et notamment un paiement à la commande, un paiement comptant ou un paiement contre-remboursement dans le cas de fabrications spéciales ou demandant de longs délais d'exécution ou en cas d'immobilisations de matières premières ou d'outillage, sans toutefois que les délais de paiement ne dépassent le plafond légal de 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Les paiements sont faits nets au domicile de la SOCIETE. En cas de paiement par traites, le client est tenu de retourner, acceptés, dans un délai maximum de sept jours, les effets qui lui sont présentés. Les frais sont à la charge du client.

Les termes de paiement ne peuvent être retardés sous quelque prétexte que ce soit, et aucune réclamation sur la qualité d'une fourniture n'est suspensive de paiement de celle-ci si la preuve de sa défectuosité n'a pas été apportée avant l'échéance. Une suspension de paiement n'est acceptée que sur la valeur de facturation des seules pièces incriminées.

Le paiement des ristournes de bonification de fin d'année accordées s'effectuera par tous moyens à la convenance de la SOCIETE (avoir, chèque...) et sera subordonné au strict respect par le client des modalités de paiement.

De convention expresse, il est convenu entre les parties :

- Que toute demande de récépissé de livraison émarginé doit être, impérativement formulée dès réception de la facture et au plus tard 20 jours avant l'échéance contractuelle de paiement. Passé ce délai, il ne sera pas fait droit à la demande formulée.

- Que toute demande de récépissé de livraison émarginé s'avérant injustifiée et générant des pénalités de retard, comme il est prévu à la clause intitulée « PAIEMENT – RETARD - EXIGENCES DE GARANTIES ». En cas de non-paiement d'un terme par le client, les livraisons pourront être suspendues sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée.

ESCOMPTE

Le paiement anticipé d'une facture ouvre droit au bénéfice du client à un escompte de :

- Paiement sous 8 jours date de facture : 0.25%
- Paiement sous 14 jours date de facture : 0.17%

PAIEMENT – RETARD - EXIGENCES DE GARANTIES

En cas de retard de paiement, la SOCIETE pourra suspendre toutes les commandes en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.

Toute somme non payée à son échéance entraîne l'exigibilité de plein droit le jour suivant la date d'échéance sans qu'un rappel ne soit nécessaire :

- A l'application de pénalités de retard fixées à 10% des sommes exigibles, ne pouvant être inférieures à 3 fois le taux d'intérêt légal, la SOCIETE se réservant la possibilité de compenser le montant de ces intérêts de retard sur toute remise, ristourne ou rabais qui serait dû.
- Au paiement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés seraient supérieurs à ce montant, la SOCIETE pourra demander au client une indemnisation complémentaire, sur justification.

En cas de défaut de paiement, la vente sera résiliée de plein droit si bon semble à la SOCIETE qui pourra demander, en référé, la restitution des produits, sans préjudice de tous autres dommages intérêts. La résolution frappera non seulement la commande en cause mais aussi toutes les commandes impayées antérieures, qu'elles soient livrées ou en cours de livraison et que leur paiement soit échu ou non.

Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. De même, lorsque le paiement est échelonné, le non-paiement d'une seule échéance entraînera l'exigibilité immédiate de la totalité de la dette, sans mise en demeure. Dans tous les cas qui précèdent, les sommes qui seraient dues pour d'autres livraisons, ou pour tout autre cas, deviendront immédiatement exigibles si la SOCIETE n'opte pas pour la résolution des commande correspondantes.

Tout paiement partiel s'imputera d'abord sur la partie non privilégiée de la créance, puis sur les sommes dont l'exigibilité est la plus ancienne.

Toute détérioration du crédit du client pourra justifier l'exigence de garanties ou d'un règlement comptant ou par traite payable à vue, avant l'exécution des commandes reçues (ou la SOCIETE se réserve le droit, à tout moment, en fonction des risques encourus, de fixer un plafond au découvert de chaque client et d'exiger certains délais de paiement ou certaines garanties). Ce sera notamment le cas si une modification dans la capacité du débiteur, dans son activité professionnelle (et si le client est une société, dans la personne des dirigeants ou dans la forme de la société), ou si une cession, location, mise en nantissement ou apport de son fonds de commerce a un effet défavorable sur le crédit du client.

PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le client s'interdit de faire usage, sauf accord écrit, exprès et préalable de la part de la SOCIETE de toute marque, dessin, modèle, slogan et plus généralement de tout droit de propriété intellectuelle dont la SOCIETE serait titulaire ou pour lequel la SOCIETE bénéficierait d'une licence hormis l'usage strictement nécessaire pour la distribution et la promotion des produits que le client revend et ce dans le respect de l'image de marque de la SOCIETE.

SERVICE APRES-VENTE

Le service Après-Vente des appareils est assuré par le client, sous sa pleine et entière responsabilité.

D'une manière générale, la SOCIETE ne pourra être tenue au remplacement d'un appareil au lieu et place d'une intervention technique entrant dans le champ du SAV, le client en assumera la responsabilité et en supportera la totalité du coût sans qu'il puisse prétendre à un remboursement ou à une participation de la SOCIETE.

CONDITIONS DE GARANTIE

Les présentes conditions de garanties s'appliquent, et ce, exclusivement à la fourniture de produits neufs. Par voie de conséquence, les produits vendus en second choix, voire troisième choix, ne peuvent bénéficier des stipulations de la présente clause.

A) Garantie contractuelle

Le client bénéficie, pour un usage par les utilisateurs finaux conforme aux prescriptions de l'appareil, d'une garantie contractuelle de 2 ans sur les pièces fonctionnelles, la main-d'œuvre et le déplacement restant à sa charge. La période de garantie part de la date d'achat de l'appareil par l'utilisateur final. Pendant cette période, la garantie contractuelle couvre, sur présentation d'un justificatif agréé d'intervention sous garantie par un personnel qualifié, le remboursement des pièces fonctionnelles défectueuses acquises auprès de la SOCIETE, à l'exclusion des frais de main-d'œuvre, de déplacement et de perte ou détérioration de marchandises. Le certificat de garantie comportant le cachet du client et la date de vente à l'utilisateur final, doit être présenté lors de la réparation sous garantie de l'appareil et lors de la demande de remboursement des pièces. A défaut, la facture émise par le client sera prise en considération.

Les conditions d'emploi et les prescriptions à respecter sont indiquées sur la notice d'utilisation accompagnant l'appareil.

La responsabilité de la SOCIETE ne saurait être recherchée au titre de l'installation des appareils (y compris les branchements et la qualité des alimentations), la charge de cette dernière ne lui incombant pas. Il en résulte notamment que la SOCIETE ne saurait être tenue pour responsable des dégâts matériels ou des accidents de personne, consécutifs à une installation non conforme aux dispositions légales et réglementaires (telles que, par

exemple, l'absence de raccordement à une prise de terre, le non-respect de dispositions réglementaires concernant le raccordement gaz...) ou aux règles usuelles de prudence en la matière.

La garantie enfin, ne peut intervenir si les appareils ont fait l'objet d'un usage anormal, notamment en cas d'utilisation industrielle ou commerciale, ou ont été employés dans des conditions différentes de celles pour lesquelles ils ont été construits, en particulier en cas de non-respect des conditions d'installations prescrites conformément dans la notice d'utilisation, en cas d'exposition à des conditions extérieures affectant l'appareil (humidité excessive par exemple), ou en cas de variation anormale de la tension électrique.

Elle ne s'applique pas non plus au cas de détérioration ou d'accident provenant de choc, chute, négligence, défaut de surveillance ou d'entretien, ou bien en cas de transformation du matériel ou d'intervention effectuée par un personnel ou une entreprise non agréée par la SOCIETE ou réalisée avec des pièces de rechange non d'origine ou non agréées par la SOCIETE et plus généralement à tout défaut ou dommage imputable à des causes d'origine externe.

Enfin sont également exclues les pièces esthétiques ou consommables, et les pannes afférentes aux accessoires. En aucun cas, la SOCIETE n'est tenue au changement d'un appareil.

B) Garantie légales

Les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à l'application de la garantie légale découlant des articles 1641 et suivants du Code Civil.

LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les présentes conditions de vente et tout contrat de vente qui en découle sont régis par la loi française à l'exclusion des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises du 11 avril 1980.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution et la cessation des présentes conditions de vente ou tout contrat de vente découlant des présentes conditions de vente, ainsi qu'ayant trait à la cessation de la relation commerciale entre les parties est soumis à la compétence exclusive des tribunaux de PARIS, France, nonobstant la pluralité de défendeurs ou l'appel en garantie, même pour les procédures d'urgences ou pour les procédures conservatoires, en référé ou par requête. L'acceptation de traite ou de tout autre document n'apporte ni novation, ni dérogation à cette attribution de compétence.

<p style="text-align: center;">TERMS AND CONDITIONS OF SALE DOMETIC SAS Applicable to all orders from 01/01/2025</p>
--

GENERAL

In the absence of an express written agreement between the parties on special conditions, any order implies full and complete acceptance of these terms and conditions of sale. The COMPANY reserves the right to make any changes in the presentation, shape, dimensions, design or material of its equipment, the reproductions and descriptions of which appear on its documents.

The COMPANY shall only be bound by any commitments made by its representatives or employees only subject to written confirmation of said commitments by the COMPANY. The sales contract, even in the case of a prior quotation or offer, shall only be valid subject to the COMPANY's express acceptance of the customer's order. Supplementary items added to the order shall be the subject of a new sales contract stating the relevant prices, conditions, lead times, etc.

RATE

The price list is exclusive of VAT for a minimum net amount ordered of 1500€ exclusive of VAT to be delivered (excluding remote delivery) at a single time and in a single place. The COMPANY shall invoice the delivery costs specified in the "Delivery - transport" article, in the case of an order of less than €1,500 excluding VAT, a remote order regardless of the value of the order, or an exceptional method of delivery requested by the customer.

In the event of an increase in the cost of raw materials, the COMPANY reserves the right to modify its price list by giving 60 days' notice.

DELIVERY-TRANSPORT

The delivery is carried out either by the direct delivery of the goods to the customer, or by simple notice of availability, or by delivery to the COMPANY's factories, shops or warehouses to a shipper or carrier.

In the case of carriage-paid sales, the COMPANY will invoice the customer for the delivery costs based on a flat-rate amount in accordance with the terms defined below:

- for orders to be delivered in one place and in one go for less than €1,500 excluding VAT: €30 excluding VAT
- for orders to be delivered to a remote delivery address of a professional third party: €80 excluding VAT, private third party: €200 excluding VAT. In this case, the flat-rate amount of €30 excluding VAT above will not be applied in addition.
- for any request for delivery by an exceptional means of transport (e.g. Express Deliveries): the delivery costs will be calculated by the COMPANY and specified in the quotation or the prior offer for the customer's agreement.

Regarding the HoReCa professional organization, for order to be delivered in one place and in one go, the COMPANY will charge the customer a delivery fee based on:

- 2% of the order amount excl. VAT with a minimum of €30 excl. VAT

Goods travel at the customer's own risk, even if they are returned or sent carriage paid or cash on delivery.

The COMPANY may not be held liable for damage occurring during transport or unloading. Consequently, it is the customer's responsibility to check the quantity and quality of the equipment on receipt.

Reasoned reservations specifying the type of damage, its location and its extent must be made on the carrier's receipt and confirmed to the carrier by registered letter with acknowledgment of receipt within THREE DAYS, excluding public holidays, following receipt (Article L.133-3 of the French Commercial Code). These precautions allow the carrier, who is solely responsible, to take action against its insurance company. When, in accordance with commercial practices, the COMPANY carries out ancillary transport operations such as loading, tarpaulin coverage, stowage, taking out insurance policies, customs formalities, etc. It only acts as an agent of the recipient, who retains responsibility for the costs, risks and perils of these operations.

DELIVERY TIME

Delivery times are agreed between the parties. Any delay of more than thirty (30) calendar days following the agreed delivery date entitles the customer to cancel the order.

If delivery is delayed at the customer's request or for any reason whatsoever beyond the COMPANY's control, and if the COMPANY agrees, the equipment shall be stored and handled, if necessary, at the client's expense and risk, the COMPANY declining all liability resulting from such delay.

These provisions in no way alter the obligations to pay for the supply and do not constitute novation.

The COMPANY cannot be held responsible for a delay in delivery:

- In the event that the payment terms have not been observed by the customer.
- In the event that the information to be provided by the client is not received in good time.
- In the event of force majeure as defined by Article L.1218 of the Civil Code and French case law or, events such as lock-outs, strikes, epidemics, pandemics, war, requisitioning, fire, floods, tooling accidents, scraping of major parts during manufacture, interruption or delay in transport or any other cause leading to total or partial unemployment for the COMPANY or its suppliers, the occurrence of an environmental risk preventing the circulation, export and/or supply of raw materials and finished or semi-finished products, acts of God and in particular national measures prohibiting the circulation, export and/or supply of raw materials, finished products and/or semi-finished products. To the best of its ability, the COMPANY shall keep the customer informed, in good time, of the cases or events listed above.

RETENTION OF TITLE

The equipment delivered remains the sole property of the COMPANY until full payment of the invoiced price and any sum due pursuant to the "PAYMENT" paragraph below.

By express agreement, the equipment travels at the client's own risk and peril, and the client, as custodian of the goods, is responsible for any damage or loss occurring after delivery. Furthermore, the customer may sell this equipment on behalf of the COMPANY prior to the said payment.

He will then retain, of the sums received, the share due to the COMPANY with the option, however, of paying it to the COMPANY only on the due date.

The COMPANY may also claim in the hands of the sub-purchasers the price or part of the price of the equipment sold with a retention of title clause that has not been paid, paid in value, or offset in a current account between the customer and his sub-purchasers. In order to exercise this right, the client undertakes to provide the COMPANY without delay and at the first request with all relevant information or documents concerning its sub-purchasers (identity, equipment sold, sales status, method and terms of payment, invoices, sales journal, etc.).

PAYMENT

All invoices issued by the COMPANY shall be paid within 30 days from the date of issuance of the invoice. Nevertheless, the COMPANY may request, in the quotation or preliminary offer, other payment terms and in particular payment when the order is placed, cash payment or payment on delivery in the case of special manufactures or production requiring long lead times or in the case of fixed assets of raw materials or tools, without however that the payment terms exceeds the legal limit of 60 days from the date of issuance of the invoice.

Payments are made net at the COMPANY's address. In the case of payment by bill of exchange, the customer shall be obliged to return the bills presented to him, accepted, within a maximum period of seven days. The costs shall be borne by the customer.

The terms of payment may not be delayed under any pretext whatsoever, and no claim on the quality of a supply shall suspend payment thereof if proof of its defectiveness has not been provided before the due date. A suspension of payment is only accepted on the invoice value of the incriminated documents.

The payment of the end-of-year bonus rebates granted shall be made by any means at the COMPANY's convenience (credit note, cheque, etc.) and shall be subject to strict compliance by the customer with the terms of payment.

By express agreement, it is agreed between the parties:

- That any request for a signed delivery receipt must be made as soon as the invoice is received and no later than 20 days before the contractual payment due date. After this deadline, the request will not be granted.
- That any request for a signed delivery receipt proved to be unjustified and generating late payment penalties, as set out in the clause entitled "PAYMENT – DELAY – GUARANTEE REQUIREMENTS". In the case of non-payment of a term by the customer, deliveries may be suspended without any compensation being claimed.

DISCOUNT

Early payment of an invoice entitles the customer to a discount of:

- Payment within 8 days invoice date: 0.25%
- Payment within 14 days invoice date: 0.17%

PAYMENT – LATE PAYMENT – GUARANTEE REQUIREMENTS

In the event of late payment, the COMPANY may suspend all pending orders, without prejudice to any other course of action.

Any amount not paid by its due date shall automatically become payable on the day following the due date without the need for a reminder:

- Upon the application of late payment penalties set at 10% of the sums due, which may not be less than 3 times the legal interest rate, the COMPANY reserving the right to offset the amount of such late payment interest on any discount, rebate or reduction that may be due.
- The payment of a fixed indemnity for recovery costs in the amount of forty (40) euros. If that the recovery costs incurred exceed this amount, the COMPANY may ask the customer additional compensation, upon justification.

In the event of non-payment, the sale shall be terminated by operation of law at the discretion of the COMPANY, which may request, in summary proceedings, the return of the products, without prejudice to any other damages. The termination shall affect not only the order in question but also all previous unpaid orders, whether delivered or in the process of being delivered, and whether or not payment is due.

In the case of payment by bill of exchange, the failure to return the instrument will be considered as a refusal of acceptance comparable to a failure to pay. Similarly, when payment is by instalments, the non-payment of a single instalment will result in the immediate payment of the entire debt, without formal notice. In all the above cases, any sum due for other deliveries, or for any other reason, shall become immediately due if the COMPANY does not opt for the cancellation of the corresponding orders.

Any partial payment will be applied first to the non-preferential part of the debt, then to the sums that fell due the earliest.

Any deterioration in the customer's credit may justify the requirement for guarantees or payment in cash or by bill payable on demand, prior to the execution of the orders received (or the COMPANY reserves the right, at any time, depending on the risks incurred, to set an overdraft limit for each customer and to require certain payment deadline or certain guarantees). This will be the case, in particular, if there is a change in the debtor's capacity, in his professional activity (and if the client is a company, in the person of the directors or in the form of the company), or if a transfer, lease, pledge or contribution of his business has an unfavourable effect on the customer's credit.

INTELLECTUAL PROPERTY

The client shall refrain from making use, without the express prior written agreement of the COMPANY, of any trademark, drawing, model, slogan and, more generally, any intellectual property right of which the COMPANY is the holder or for which the COMPANY has been granted a license, except for the use strictly necessary for the distribution and promotion of the products that the client resells, in compliance with the COMPANY's brand image.

AFTER-SALES SERVICE

The after-sales service of the devices is provided by the customer, under his full and entire responsibility.

Generally speaking, the COMPANY may not be held liable for the replacement of a device instead of a technical intervention falling within the scope of the after-sales service, the customer will assume responsibility for it and will bear the entire cost without being able to claim reimbursement or a contribution from the COMPANY.

WARRANTY CONDITIONS

These warranty conditions apply exclusively to the supply of new products. Consequently, products sold as a second choice, or even third choice, cannot benefit from the stipulations of this clause.

A) Contractual Guarantee

For use by end users in accordance with the appliance's specifications, the customer benefits from a contractual 2-year warranty on functional parts, with labour and travel cost borne by the customer. The warranty period starts from the date of purchase of the device by the end user. During this period, the contractual guarantee covers, upon presentation of an approved proof of intervention under guarantee by qualified personnel, the reimbursement of defective functional parts purchased from the COMPANY, excluding labor and travel costs and loss or deterioration of goods. The warranty certificate, bearing the customer's stamp and the date of sale to the end user, must be presented when the device is repaired under warranty and when requesting a reimbursement for parts. Otherwise, the invoice issued by the customer will be taken into consideration.

The conditions of use and instructions to be followed are set out in the operating instructions supplied with the appliance.

The COMPANY may not be held liable for the installation of the equipment (including the connections and the quality of the power supplies), as the COMPANY is not responsible for the installation. As a result, the COMPANY cannot be held liable for material damage or accidents to person resulting from an installation that does not comply

with legal and regulatory provisions (such as, for example, failure to connect to an earth connection, failure to comply with regulatory provisions concerning gas connections, etc.) or with the usual rules of prudence in this area. Lastly, the warranty cannot be applied if the equipment has been used in an abnormal manner, in particular in industrial or commercial application, or has been used in conditions different from those for which it was manufactured, particularly if the installation conditions prescribed in the user manual have not been observed, if the equipment has been exposed to external conditions affecting it (e.g. excessive humidity), or if there has been an abnormal variation in the electrical voltage.

Nor does it apply in the event of deterioration or accident resulting from impact, dropping, negligence, lack of supervision or maintenance, or in the event of transformation of the equipment or work carried out by staff or a company not approved by the COMPANY or carried out using spare parts that are not original or not approved by the COMPANY and, more generally, to any defect or damage attributable to causes of external origin.

Finally, cosmetic or consumable parts, and breakdowns related to accessories are also excluded.

Under no circumstances shall the COMPANY be obliged to change an appliance.

B) Legal Guarantee

The above provisions do not preclude the application of the legal guarantee arising from articles 1641 et seq. of the Civil Code.

APPLICABLE LAW - JURISDICTION

These conditions of sale and any resulting sales contract are governed by French law, to the exclusion of the provisions of the United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods of 11 April 1980.

Any dispute relating to the validity, interpretation, performance, non-performance and termination of these terms and conditions of sale or any sales contract arising from these terms and conditions of sale, as well as relating to the termination of the commercial relationship between the parties, shall be subject to the exclusive jurisdiction of the courts of PARIS, France, notwithstanding the plurality of defendants or the introduction of third parties, even for emergency proceedings or for protective proceedings, in summary proceedings or by petition. The acceptance of a bill of exchange or any other document does not constitute a novation or waiver of this attribution of jurisdiction.

In case of dispute, only the French version of the Terms & Conditions is authoritative.